

Le PEUPLE JUIF ?

Inventé *et* nettoyeur ethnique...

Lucien-Samir Oulabbib

Enseignant chercheur au CLESID (Centre

Lyonnais d'Études de Sécurité Internationale et de Défense, Lyon III). Derniers ouvrages parus :

Le monde arabe existe-t-il ? éditions de Paris, 2007, *Nature et politique*, et *Actualité de Pierre Janet*, éditions l'Harmattan, (respectivement 2008 et 2009).

« Leur prétention, qu'ils sont les descendants des Hébreux qui ont émigré en Palestine il y a plus de deux mille ans, est scientifiquement fausse et réfutée par les anthropologues, vu qu'il n'y a pas dans le monde de peuple au sang pur, parce que tous les peuples ont déjà été mélangés les uns aux autres... Elle est aussi historiquement fausse, parce que des groupes provenant de peuples différents ont embrassé le judaïsme sans être originaire de Palestine ni descendre des Hébreux, comme le peuple du royaume Khazar »¹...

En décidant, en 1947, que « dès son arrivée en Palestine, la Commission prendra des dispositions en vue de fixer les frontières des États juif et arabe et de la Ville de Jérusalem, en se conformant d'une manière générale aux recommandations de l'Assemblée générale relatives au partage de la Palestine »³, l'Assemblée Générale de l'ONU, n'avait pas fait qu'admettre l'existence, formelle, d'un « État juif » : elle avait pris des « dispositions » en vue de lui « fixer » des « frontières ». C'est-à-

dire *bien avant* que ce dernier ne se nomme Israël lors de la déclaration d'indépendance le 14 mai 1948⁴.

Pour la résolution de l'ONU de 1947 « État juif » est donc l'équivalent normatif d'« État arabe », *i. e.* indépendamment de leur dénomination formelle. Il est d'ailleurs symptomatique que le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, n'ait toujours pas voulu, en 2009, reconnaître la notion d'*État Juif*⁵ écrite pourtant noir sur blanc, sans la majuscule il est vrai, dans la résolution 181 (II) des Nations Unies⁶. Alors que l'OLP fait partie de la *Ligue des États Arabes*⁷...

Par ailleurs, au sein de la Ligue, le fait d'être arabe ne semble pas réductible à l'aspect religieux ou à telle contrée puisqu'il existe bien des Arabes chrétiens (Liban), non religieux, bref, n'habitant pas seulement en Arabie Saoudite ; le terme prend donc plutôt l'aspect d'une *identité* multiforme, indépendamment du fait que l'affiliation à celle-ci, historiquement située, puisse être contestée, par exemple par les Kurdes d'Irak⁸ ou certains Berbères d'Afrique du Nord⁹. Or, on ne voit guère pourquoi cette *polysémie* (et sa contestation) ne serait pas aussi le cas pour le terme « juif » dont un certain usage veut qu'il se différencie entre Juif avec une majuscule – qui comprend tous les juifs, et juif lié plus précisément au judaïsme¹⁰.

Dans *Comment fut inventé le peuple juif ?*¹¹, Shlomo Sand¹² écrase ces deux définitions et oppose juif à Israélien. Il l'a précisé dans une interview au journal *l'Humanité*¹³ : si se veut plutôt israélien que juif, et être israélien voudrait dire se considérer comme membre d'une société débarrassée d'un essentialisme commandité par certains intellectuels¹⁴ qui figeraient les identités dans un supposé âge d'or juif. Une interrogation qui aurait pu ne pas être quelconque, car elle s'adresse à beaucoup d'autres peuples en particulier aux Palestiniens dont l'identité aux deux faces, arabisme et islamisme¹⁵, ne semble, elle, souffrir par contre d'aucune *réelle* remise en cause. Sand en parle, certes, mais en se demandant pourquoi les Palestiniens « qui reconnaissent l'État d'Israël » insistent tant avec leur exigence dite de droit au « retour »¹⁶. Il semble admettre que ce sont deux positions contradictoires : le fait de reconnaître *et* d'exiger le retour ; or il est possible, comme l'a *démontré* Arafat et, aujourd'hui encore, ses poursuivants, de reconnaître Israël officiellement, donc d'accepter la logique de deux États, *et*, en même temps, exiger (c'est d'ailleurs la pierre d'achoppement¹⁷) que quatre millions cinq cent mille dits « réfugiés » (600 000 + leurs descendants) puissent retourner *au sein même d'Israël* ; ce qui reviendrait en effet à en faire non pas un État binational mais majoritairement arabe, aux contours politiques cependant inconnus au regard du conflit, non pas mineur, mais majeur, qui oppose (toujours) le Fatah au Hamas.

Détruire le peuple juif après sa légitimité

En fait, il y a bien autre chose dans la réflexion de Sand, et cela s'avère bien plus radical encore qu'une certaine façon de manier cette dialectique qui permet de tenir un double langage : Sand ne croit pas à la stratégie des deux États. Il considère plutôt l'existence de l'État d'Israël, actuel, *comme* obstacle à la réalisation *effective* du fameux « retour », que le plan saoudien inclut également, même s'il en tempère les termes quant au nombre ; sauf que le Hamas rejette ce plan, tout comme le Fatah concernant les « réfugiés ». De plus, rien n'est avancé sur la solution à proposer pour les réfugiés Juifs expulsés par centaines de milliers des pays arabo-musulmans¹⁸.

D'où l'objectif de Sand : détruire au sens de *tuer* (éteindre) sinon la légalité du moins déjà et en préalable la légitimité d'Israël, *obstacle à ce retour* des Palestiniens qui sont de toute façon, dit-il, les seuls authentiques descendants des Juifs d'autrefois. Comment *tuer* le peuple juif ? En détruisant la notion, ensuite en salissant l'image de l'armée israélienne accusée de massacres et de trafic d'organes, puis en étendant le boycott économique initié par les États *arabes* depuis 1948¹⁹ jusqu'au boycottage culturel : ainsi un Ken Loach exige désormais dans chaque festival d'y exclure le moindre artiste israélien, jusqu'à Jane Fonda récemment qui a signé la dite *déclaration de Toronto* allant dans le même sens²⁰. Sand fait plutôt dans le fondamental : il s'agit de remonter jusqu'à la source afin de ne plus rendre possible la revendication ultime de la spécificité *juive* qui structure l'État d'Israël, *i. e.*, au-delà même du religieux, du biologique, du politique, du lien étroit avec son armée, ses villes, sa culture ; il s'agit pour Sand de *tuer* le subconscient de la diaspora juive qui se soudait, communiait, par « *l'an prochain à Jérusalem* ». Ainsi, dans *Comment fut inventé le peuple juif ?* (résumé de l'essai, littéraire²¹, qui fut ensuite publié et primé sous un titre différent de l'article mais qui en accentue le sens : *Comment le peuple juif fut inventé ?*²²) Sand tente de fonder généalogiquement les thèses de Pierre Stambul, Jean Paul Chagnollaud, André Le Corre, Ilan Pappé, Maria Poumier, Dominique Vidal, Jean-Moïse Braitberg, qui remettent en cause les faits historiques entourant la création de l'État d'Israël en 1947. Pappé (épaulé par Vidal) va d'ailleurs bien plus loin encore (hormis peut-être André Le Corre et Maria Poumier) en affirmant l'existence d'un « nettoyage ethnique » opéré par les Israéliens qui d'ailleurs se poursuivrait aujourd'hui.

Soulignons aussi les affirmations d'un Ivan Segré, (préfacé par le néoléniniste Alain Badiou²³ qui s'en prend à un Daniel Sibony, à Pierre-André Taguieff, à Éric Marty qui avait par ailleurs critiqué Sand), propos qui s'inscrivent dans la même gestuelle en s'en prenant à divers intellectuels et artistes critiquant la montée conjointe de l'antisémitisme et de l'antisionisme²⁴. L'article de Sand²⁵ non seu-

lement va dans leur sens, mais prétend leur fournir des arguments, bien loin en amont. Sand relativise la réalité historique *passée* de la présence juive en pays cananéen afin qu'il puisse en tirer les conclusions remettant en cause la présence *actuelle* des juifs en Israël²⁶. Il va par exemple opérer une manipulation anachronique des fouilles archéologiques récentes de telle sorte qu'il pourra reprocher aux fondateurs du sionisme du XIX^e siècle de ne pas avoir eu en main les données archéologiques de la fin du... XX^e siècle²⁷, ce qui est aisé.

Il mélange aussi les registres d'analyse en exigeant, par exemple, que les actuels « chercheurs autorisés » du sionisme s'appuient sur ces découvertes archéologiques pour non seulement contrecarrer la Bible, ce qui est plaidable, mais de ne plus *du tout* l'utiliser comme source historique : puisqu'il serait enfin prouvé qu'elle n'est pas du tout crédible pour apprendre quelque chose de tangible sur les Juifs. Pourtant cette mise à l'écart a été critiquée par certains chercheurs (comme William G. Dever²⁸) et que cette relativisation ne peut nier la réalité historique que l'archéologie *elle-même* affirme en *confirmant* les racines juives de la terre d'Israël (au-delà de leurs dimensions), racines *antérieures* à celles que plantèrent les Arabo-musulmans *stricto sensu*.

Enfin, et surtout sans doute, Sand s'appuie sur certaines réflexions de Raymond Aron dans ses *Mémoires* pour dénoncer la nature exclusivement biologique de la judaïté qu'auraient en fait suscité les leaders sionistes en faisant descendre tous les Juifs de leurs ancêtres nés en terre d'Israël puis prétendument dispersés. Pourtant, il ne semble pas, du moins jusqu'à plus ample information, que, à la manière de certaines sectes radicales, des *Juifs* furent, à la fin du XIX^e siècle, *forcés* de se reconnaître *juifs* puis forcés d'aller en Israël, le tout à partir d'une analyse physiognomonique stricte, comme le faisaient les anthropologues de la fin du XIX^e siècle et que systématisèrent avec les excès que l'on sait les nazis et les fascistes. Il semblerait que les sionistes *actuels* n'aient rien à voir non plus avec ces expériences ultra-nationalistes, voire racistes s'agissant du *national socialisme*.

Historiquement en tout cas, *i. e* du point de vue des *faits* (et non de leur lecture idéologisée) les sionistes sont, en majorité, issus de courants philosophiques (dont *La Haskala*²⁹) fécondés par l'idée, *libérale*, de nation née aux XVII^e et XVIII^e siècles européens dans un contexte rationaliste, républicain, et patriotique qui vit le Tiers État prendre le pouvoir en Angleterre, aux USA, s'affermir en France sous la III^e République, avant de se renforcer sous des traits nationalistes en Allemagne et en Italie, toutes deux en recherche d'une unité politique (dont le fondement spirituel³⁰ ne serait cependant pas réductible à la seule concentration de pouvoir). On ne comprendrait pas sinon les propos d'un Theodor Herzl qui à la fin du XIX^e siècle (1896) justifie auprès des puissances européennes la création

d'un État Juif sur des bases bien plus politiques que religieuses. Certes, la reconstruction mythique d'un âge d'or et d'une linéarité historique ne furent pas absentes du geste sioniste initial, (et, en réalité, de beaucoup d'histoires nationales...) néanmoins, ce ne fut pas fait, au départ, sur la base principale d'un appel religieux (comme le djihad), mais plutôt d'un sentiment d'appartenance diffus à une même communauté de destin. C'est d'ailleurs ce que pouvait admettre Raymond Aron³¹, même s'il en désapprouvait les reconstructions idéologiques, semblables pour lui à ce qu'on en fait d'autres nationalismes, surtout les plus extrêmes ; un Aron sur lequel s'appuie Sand, jusqu'à en faire, en filigrane, un des canevas de son livre, ce qui est étrange. Car Aron s'interroge de façon multiforme à la façon de Hannah Arendt, à savoir de ne pas réduire l'être humain à son origine ethnique, de distinguer le culturel du cultuel, et, pour Aron, de se sentir Français *avant de se sentir Juif*, tout en restant cependant « solidaire d'Israël »³² (nombre de Français, de diverses origines, sont aussi solidaires d'Israël sans pour autant être Juifs), ce qui lui fut reproché à la veille du conflit de 1967 lorsqu'il écrit un article mentionnant ces termes³³, nuances qu'omet de préciser Sand à propos d'Aron.

Mais il est vrai qu'Aron semble mettre en équivalence les trois discours d'appropriation juif, chrétien, musulman en ce qu'il leur concède une légitimité quasi identique³⁴, sauf qu'il se trouve que non seulement la notion de Livre commun est contestable, (il est d'ailleurs question plutôt de Parole que de Livre³⁵ chez les chrétiens comme l'a rappelé récemment Benoît XVI), mais, surtout, il s'avère qu'en acceptant une telle équivalence, Aron n'en tire pas toutes les conséquences politico-religieuses dans le conflit judéo-arabe, en particulier s'agissant du droit musulman : pour celui-ci en effet une terre est toujours *délivrée*, jamais conquise, *par* l'Islam. Il l'accouche en quelque sorte, la *délivre* du mal également : à *travers* lui, et non pas *pour* lui. Dans ces très strictes conditions, cette terre *devient* une terre musulmane en ce sens qu'elle *est* (désormais) divine, *absolument* donc *indéfiniment*. Et le Coran (via sa jurisprudence ou Sharia) en devient le *discernement* le plus rigoureux s'il s'agit de trancher quelques ambiguïtés. Dans ce cas les autres religions et peuples ne peuvent qu'avoir une relation de protégé, de *dhimmi*, ce qui n'allait pas sans certaines discriminations que l'on croyait avoir été l'exclusivité des États chrétiens (Jacques Ellul, 1983³⁶, Joseph Cuoq, 1984³⁷). Soulignons *in fine* que ce ne serait pas la première fois qu'Aron reste indécis lorsqu'il s'agit de saisir la spécificité islamique quand elle *délivre* une terre puisque dans son livre *La tragédie algérienne*, il s'interrogeait en 1957 : « *Peut-être ceux qui pensent que l'Algérie gouvernée par le Front national [FLN] serait un État intégralement islamique, où seuls auraient droit de cité les Musulmans, exagèrent-ils le fanatisme, religieux ou racial, de nos possibles inter-*

locuteurs. Je ne connais pas un seul observateur de bonne foi, qui, en privé, n'éprouve des inquiétudes sur le destin de la République algérienne, après des élections manipulées par le Front national [FLN] »³⁸. Hormis la question de l'« intégralement islamique » qui mériterait d'être discutée dans son détail, et malgré le conflit qui opposa par la suite FLN et FIS dans les années 1990, on sait ce qu'il en advient dès 1962 concernant les non musulmans et aussi les non arabistes³⁹.

En tout cas, contrairement aux idées reçues, nombre de religieux juifs étaient, du moins au début, plutôt contre la création d'un État⁴⁰. Et l'on a vu parader certains de leurs descendants auprès de l'actuel président iranien lors d'une conférence organisée par ses soins sur la Shoah. Tandis que d'autres religieux ne voulaient pas que l'Hébreu devienne une langue profane⁴¹. De plus, et par dessus tout semble-t-il, *l'esprit* qui a sous-tendu la construction des *kibboutz* avait bien plus à faire avec un double contexte idéal-historique d'émergence des nations et de besoin de réformes sociales fortes qui marquèrent le passage du XIX^{ème} au XX^e siècle. Ben Gourion⁴², avec sa formation marxiste de sioniste de gauche, ne se transforme pas en ultra nationaliste raciste comme le précise Mitchell G. Bard⁴³. Et puis l'exaltation des linéarités historiques fait partie de toute gestuelle nationale : *quid* des mythes fondateurs de la France ? Il y aurait beaucoup à dire sur Jeanne d'Arc, (préférée à Jeanne Hachette), Richelieu, Colbert, Napoléon surtout, et, aussi sur l'histoire toute récente de la France sous Vichy... forte de ses « quarante millions de résistants »...

Un syllogisme rhétorique

Quand Sand s'éloigne de l'archéologie, il avance des hypothèses non seulement hardies (le judaïsme comme religion prosélyte⁴⁴) mais opère des raccourcis qui tiennent plus de la légende *littéraire* que du travail scientifique : non seulement sur les Khazars⁴⁵, mais aussi sur les Berbères, ce qui d'ailleurs peut laisser songeur lorsque l'on a un peu travaillé sur la question (en essayiste il est vrai⁴⁶) : ainsi les Berbères ayant combattu l'invasion arabo-musulmane auraient été juifs par exemple la dite « Kahina » (« la reine juive Dihya el-Kahina »⁴⁷) alors que Gabriel Camps, le spécialiste de la question berbère, la considère plutôt comme chrétienne⁴⁸) ; de même Sand prétend que ceux qui ont soumis l'Andalousie seraient ces berbères Juifs convertis à l'islam, comme d'ailleurs les Arabes palestiniens ; mais *quid* des Berbères non juifs qui eurent affaire à l'invasion arabo-musulmane ?...⁴⁹ (et s'enfuirent massivement en Sicile, Sardaigne, Italie ?...) ? Ne parlons pas des Berbères animistes et chrétiens de l'époque de Tertullien, *i. e.* plusieurs siècles avant que Rome via Constantin fasse du christianisme sa religion officielle⁵¹.

Sand travaille en fait principalement par amalgame analogique : l'Exil de 70

n'ayant pas existé selon lui (on y reviendra), les Arabes palestiniens actuels seraient *donc* les descendants islamisés des Juifs de l'époque, et, *donc*, que viennent faire aujourd'hui dans la région ces autres soit-disant juifs de la dite diaspora qui sont en réalité des convertis juifs venus d'ailleurs (*donc* plutôt conséquences de la Shoah dirait le président khomeyniste iranien) ?... Ce syllogisme aporétique cherche à opposer peuple israélien et peuple juif. Observons *in fine* que tout ce que Sand infirme n'enlève rien à la réalité non seulement d'une présence juive *archéologique* mais même de plusieurs royaumes Juifs dont, comme on le sait, un *royaume nommé Israël* puisqu'il est au moins identifiable via trois stèles dont celle de *Mérenptah* en -1207, tandis que plus généralement celle de *Tél Dan* authentifie l'existence du roi David et que celle de *Meshah* en -850 relate la révolte des Moabites contre le *royaume d'Israël* après la mort de son suzerain Achab (auquel s'opposa Élie), fils de Omri, *fondateur* de ce royaume. À l'opposé, la réalité d'une présence non seulement sémite/bédouine, mais musulmane en pays de Canaan ne se projette que près de 2000 ans plus tard...

Contre-exemples historiques gênants

Par ailleurs, Sand croit révéler en s'appuyant sur les travaux de Israël Finkelstein que les mythes fondateurs du sionisme auraient magnifié le royaume de David et Salomon, sauf que la recherche archéologique qui permet de le démontrer (via le carbone 14) est surtout contemporaine et que son minimalisme a été contesté par l'archéologue William G. Dever⁵². De plus, les travaux de Yigal Shiloh à Jérusalem ont complètement relancé la question sur cette modestie supposée⁵³. Mais peu importe car même l'archéologie sur laquelle se fonde Sand repère, en le confirmant, certains propos bibliques, par exemple la réalité on le sait de *deux* royaumes juifs concurrents, le *royaume de Juda* au sud (avec Jérusalem comme capitale) et le *royaume d'Israël* au nord (avec Samarie comme capitale) ; Sand minimise cette réalité, il ne peut cependant la nier. Par exemple il ne serait pas très sérieux pour lui d'oublier que le *royaume de Juda* (où aurait été écrite la Bible) considérait comme pêcheur (et par la suite non juif) le *royaume d'Israël* fondé par Omri et dont la dynastie des Omrides développe considérablement le territoire (incluant le Jourdain) avec comme capitale *Samarie* (d'où le terme de *Samaritains*) et où fut construit de vastes et magnifiques, grandioses, palais. Suivre la Bible à la lettre aurait été de renommer le nouvel État Juif, Juda, or Israël fut le nom choisi...

Et qu'en est-il de *l'obélisque noir* symbolisant les campagnes militaires de l'assyrien Salmanazar III qui indique une présence israélite ? Géraldine Siegenthaler (université de Genève) observe qu'il « *est intéressant de constater un événement, qui ne fut pas mentionné dans la Bible. Il s'agit du tribut offert par Jehu d'Israël à Salmana-*

zar III en 841 avant notre ère. Ce souverain, usurpateur du trône d'Omri, se soumit sans concerter ses alliés, la Phénicie et la Judée, au pouvoir du roi d'Assyrie »⁵⁴.

Sand annihile aussi le départ d'Égypte en expliquant que Canaan était déjà sous domination pharaonique, ce qui n'est pas incompatible avec le fait que les Anciens égyptiens pouvaient ne pas l'administrer directement (à l'instar des Turcs qui se contentaient de relever l'impôt) et donc ne se mêlaient pas des mouvements démographiques internes ; n'oublions pas par exemple que les Anciens égyptiens permirent aux Juifs de préserver leur statut de citoyens grecs que les Romains remirent en cause. Sand avance donc que ces derniers n'exilèrent pas les Juifs après 70 lors de la destruction du Temple d'Hérode ; ce qui est jouer sur les mots si interdiction leur a été faite de revenir⁵⁵. Il ne parle d'ailleurs pas non plus de plusieurs écrasements de révoltes (par exemple en 66 à Alexandrie effectué par Tibérius), et minimise l'extermination *méthodique* des Juifs opérée par l'empereur Trajan en 115-117⁵⁶ et qui entraîna selon Joseph Mélèze-Modrzejewski⁵⁷ la destruction de près de 300 000 juifs⁵⁸.

Une telle saignée pourrait alors expliquer pourquoi le peuple Juif s'effondre, obligé à l'*exode* (plutôt qu'à l'exil qui est une mesure immédiate et massive) du fait qu'il est reclus, dépossédé de tous les rouages institutionnels sur sa propre terre ; sans qu'il y ait, en effet, de déportation massive rapportée⁵⁹ ; sauf que c'est jouer encore une fois sur les dates puisque si l'on examine plutôt la période de 66 à 115 on peut repérer, en recoupant les sources, sinon le chiffre du million du moins celui de 500 000 Juifs détruits.

On peut d'ailleurs se demander comment les survivants ont réussi à se maintenir si longtemps dans le sentiment d'appartenance à un même idiome spirituel sans une matérialité institutionnelle idoine, une terre pétrie d'histoire commune, au fondement même de la notion ontologique de peuple. On le voit encore avec les Kurdes, les Basques, les Berbères non arabisés, les Tibétains qui ne satisfont pas d'une identité sans territoire. D'où, pour les Juifs les plus *éclairés*, l'inéluctable, ou la nécessité morphologique, malgré les hésitations (comme l'Ouganda, tranchées en 1905 à Bâle), de maintenir l'idée d'un retour à la terre ancestrale, retour d'ailleurs si légitime que les Anglais, pourtant si peu « philosémites », en admettent la réalité avec la déclaration Balfour⁶⁰ qui, rappe-lons-le, incluait également l'actuelle Jordanie dans son découpage⁶¹.

Quel retour et dans quel pays ?

Mais dans quel état d'esprit s'effectue ce retour juif ? S'agit-il d'une volonté impérialiste de reconquête, de récupérer militairement des terres à la façon de la conception nazie du *Reich* désireuse de regrouper tous les Allemands sous une même terre et *serre* ? S'agit-il d'arriver au sein d'un État nommé la Palestine,

développé, doté de terres cultivées, de villes dynamiques, d'une population nombreuse, ethniquement homogène, et de l'expulser manu militari en suivant un plan prémédité ? C'est là le point crucial ; or, il semble bien, du moins si l'on veut rester impartial, que la réponse aux différentes questions précédentes ne puisse être que négative car ce n'est pas ce que montrent les données de l'époque (synthétisées par des auteurs dont on ne peut pas mettre en doute l'honnêteté) : « En 1893, l'ethnologue britannique Philip Baldensperger observait que la croissance de la population musulmane de Haïfa était due principalement à une forte immigration des Syriens du Khoran-Djebel-Druz. Joan Peters écrit : "Les gens qui parcouraient le pays au XIX^e siècle n'étaient pas ceux qui avaient conquis, avec les troupes du prophète Mohammed, la terre de Judée-Palestine. Ces gens n'étaient pas des indigènes du pays. Ils ne se fixaient pas dans le pays. Parmi les populations éparses qui furent considérées, plus tard, comme des Arabes établis à l'origine (...) quand arrivèrent les immigrants juifs (...), beaucoup étaient des musulmans venant de Turquie et d'autres pays, et que les Turcs, la plupart du temps, avaient récemment fait venir." »⁶²

Par la suite l'amélioration des conditions de vie (dont une production agricole rationalisée) profitent aussi à la population arabe et jouent sur son accroissement démographique conséquent (dans une région considérée comme sous-peuplée), du fait de la baisse significative de la mortalité infantile⁶³, et d'une immigration arabe résultant d'une telle amélioration qui s'effectua sur des terres achetées et non pas volées par les Juifs : « Dans son rapport, la commission Peel constata que les réclamations des Arabes au sujet de l'acquisition de terres par les Juifs étaient sans fondement. Elle fit remarquer que « bien des terres couvertes d'orangeraiies étaient, au moment de leur achat, des dunes de sable ou de marécages incultes à l'époque des premières ventes, les propriétaires ne possédant vraisemblablement ni les ressources ni la formation nécessaires au développement de ces terres »⁶⁴. De plus, la Commission constata que la pénurie était « due moins au nombre de terres acquises par les Juifs qu'à l'augmentation de la population arabe » (...) ».⁶⁵

Voilà pourquoi la population d'ensemble qui était de 450 000 en 1880, dont 60 à 75 000 Juifs peut en 1948 atteindre des proportions similaires entre Juifs et Arabes (respectivement 700 000 en moyenne⁶⁶). Sauf que ces chiffres ne signifient pas une statique unilatérale qui aurait vu une invasion juive, mais plutôt une dynamique d'interaction qui voit l'immigration juive entraîner l'immigration arabe : « L'arrivée des immigrants juifs a entraîné dans son sillage la venue d'une multitude de citoyens, principalement de pays arabes, qui cherchaient du travail et de meilleures conditions de vie, cette population immigrée se rajoutant à celle des Arabes vivant déjà dans le pays. (...). Joan Peters explique que des Circassiens, des Kurdes, des Turcomans, des Algériens, des Bosniaques, et d'autres nationalités arrivèrent en Palestine à peu près en même temps que les Juifs »⁶⁷.

Plus encore, et contrairement à certains propos l'immigration juive fut contenue par les Britanniques alors que l'immigration arabe pu entrer « librement dans le pays ». ⁶⁸

Observons enfin que cette situation positive pour les Arabes incita nombre de leurs leaders, rassemblés par exemple dans le *Parti de la Décentralisation* dont le siège était au Caire ⁶⁹, à chercher à s'entendre avec les leaders juifs au début du XX^e SIÈCLE dans une contrée dominée par les Turcs.

Ainsi cette animosité entre Juifs et Arabes ne fut pas permanente depuis la construction des premiers villages ⁷⁰. Mais, à la suite de l'effondrement de l'empire ottoman (1923) et l'instauration du Mandat britannique, la montée en puissance du nationalisme arabe et de l'islamisme cherchant à retrouver l'âge d'or arabe appelle durant les années 30 à des agitations xénophobes voire des pogroms envers l'immigration juive ; ce qui, aujourd'hui, en France par exemple, aurait été traité de réaction d'extrême droite par les actuels accusateurs de la présence israélienne. Ainsi en « 1929, *des provocateurs arabes réussirent à convaincre les masses que les Juifs avaient des visées sur le Mont du Temple. (...) Après six jours de destructions, les Britanniques finirent par faire venir des troupes pour réprimer les troubles. A ce moment là, presque toute la population juive de Hébron avait fui ou avait été tuée. En tout 133 Juifs furent tués et 399 blessés au cours de pogroms* » ⁷¹. Ce qui n'est pas sans rappeler la cause officielle du déclenchement de la seconde *intifada* (la visite de Sharon au Mont du Temple).

L'établissement dans le pays

Observons maintenant que ces aspects socioéconomiques et plus généralement géopolitiques de la question ne sont évidemment pas abordés par les compagnons de route de Sand : un Jean Paul Chagnollaud ⁷², un Dominique Vidal qui, est surtout persuadé, tout comme un Ilan Pappé, que Israël aurait planifié un nettoyage ethnique en 1947 dit *Plan Daleh*, contesté certes sur les plans scientifiques et historiques par Yoav Gelber ⁷³, mais cela n'a guère eu d'écho puisque la thèse est majoritairement dominante avec les conséquences que l'on sait pour l'ordre public en France et à vrai dire dans le monde. De plus, et, sans doute, *surtout*, comment est-ce idéologiquement possible pour un sionisme essentiellement venu de la gauche marxiste ?...

Sans oublier le contexte décrit plus haut et renforcé par la dimension tragique de la Shoah. Pappé donne comme exemple le « massacre » de Tantoura ⁷⁴ (relativisé pourtant par Benny Morris), et d'autres celui de Deir Yassine ⁷⁵, contestés également par Yoav Gelber, mais aussi, s'agissant de Dir Yassine ⁷⁶, par Liliane Messika ⁷⁷ et Paul Giniewski ⁷⁸ qui, lui, met également en parallèle de nombreux massacres de prisonniers : « 600 prisonniers juifs pris par les Palestiniens,

y compris des civils et des femmes furent tous massacrés, sauf un seul, libéré au cours d'un échange de prisonniers à Haïfa »⁷⁹.

Remarquons (et d'autres observateurs l'ont établi aussi) qu'il est reproché à l'armée juive de s'être abandonnée à des représailles liées à la découverte d'atrocités effectuées par des extrémistes arabes soucieux de faire peur aux Juifs (tortures, viols, décapitation, corps démembrés) : « *Les têtes de prisonniers des kibboutz Kfar Etsion et de Nitzana, empalées sur des perches, furent exhibées à Ashkelon, l'ancienne Madjdal arabe. Quand l'armée d'Israël prit cette localité, la population s'enfuit, craignant d'être traités comme elle avait vu les Juifs être traités.* »⁸⁰. Benny Morris, (ex)pape des dits « nouveaux historiens », et auquel se réfère souvent Vidal⁸¹, dans une interview fameuse (2004⁸²) avance, lorsqu'il est interrogé sur le nombre de « massacres », celui de « 24 » (comptabilisant au moins mille personnes, ce qui est contesté on l'a dit plus haut) et de... « huit » viols ; on est loin de l'hécatombe propre à un réel « nettoyage ethnique » ou alors un tel terme ne veut plus rien dire. Benny Morris pense par ailleurs dans la même interview que cela aurait été fomenté par Ben Gourion qui aurait parlé de transfert de population (qui soit dit en passant a été effectué entre l'Inde et le Pakistan et à une toute autre échelle : un million de morts), la Commission Peel de 1937 le prévoyait également⁸³. Sauf que Emmanuel Navon conteste non seulement en général les dits « nouveaux historiens »⁸⁴, mais également les affirmations de Morris sur ce qu'aurait dit Ben Gourion parlant même de propos tronqués voire de *falsification* ce qui est encore plus grave⁸⁵.

Et, précisément, en parallèle ou en rapport aux dits massacres, les Israéliens ont-ils, *objectivement*, expulsé les Palestiniens (avec convois organisés, camps de rétention par exemple) ? Et les régimes arabes ont-ils appelé au départ (provisoire) des Palestiniens afin qu'ils ne soient pas touchés par la guerre qu'ils voulaient mener contre les Juifs après le 29 novembre 1947 ? Revenons pour y répondre aux faits de 1948⁸⁶, rappelons en premier lieu que lorsque les Nations Unies votèrent le partage⁸⁷, les États arabes et le Haut comité arabe de Palestine dirigé par le mufti el Husseini (celui qui rencontra Hitler) le rejetèrent, même si, après les affrontements, les états arabes l'acceptèrent, mais nous étions en... 1949.

En second lieu, nombre d'antisionistes contestent cet appel des régimes arabes, tel Dominique Vidal⁸⁸ (tout en soulignant que les Juifs étaient bien mieux armés qu'il n'a été dit, ce que récuse Mitchell G. Bard⁸⁹) et il s'appuie, essentiellement, sur Benny Morris⁹⁰ ; sauf que celui-ci est revenu sur ses propos, il infirme désormais cet aspect et même relativise l'autre source essentielle de Vidal, Erskine Childers⁹¹, tout en ne niant cependant pas l'effet négatif d'un Deir Yassine, même s'il en relativise également la réalité.

De son côté Paul Giniewski (dont le travail, scientifique, des années 50 doit

être aussi réquisitionné tant il reste si actuel, en particulier *Le retour à 1947 peut-il résoudre le problème israélo-arabe ?*⁹²) revient longuement sur la question⁹³. Il observe, d'une part, que « *la première phase du conflit, de novembre 1947 à avril 1948, ne produisit que peu de réfugiés* ». Ce qui semble étonnant. Car, comment se fait-il que les Juifs n'aient pas semé la terreur dès la fin 1947 afin de profiter de la légalisation internationale pour inciter tout de suite (mais en sous-main) au départ des Arabes ? Giniewski observe que au lendemain du vote onusien du 29 novembre 1947, la violence vint principalement du côté arabe, et, évidemment, les représailles juives, on l'a dit, se déclenchèrent à la suite par exemple d'un attentat à la bombe à Jérusalem qui tua 50 Juifs, du massacre d'un groupe d'étudiants de l'université de Jérusalem⁹⁴, ou encore le fait qu'un « *convoi de médecins et de soignants juifs tomba dans une embuscade à Jérusalem : ils furent tous, au nombre de 78, massacrés* »⁹⁵. Pendant ce temps, en janvier 1948, et alors que les Anglais détenaient toujours l'autorité, et que les pays arabes voisins ne s'étaient pas engagés dans une guerre généralisée, ils irriguèrent les milices locales de combattants irréguliers qui fomentaient des attentats et bloquaient les routes. Giniewski observe que ce blocage obligeait les Juifs « *à circuler en convois, leur infligeant de lourdes pertes et isolant les kibboutzim noyés dans une mer arabe* »⁹⁶. Ces troubles sont fomentés, (comme aujourd'hui en Irak, au Pakistan, et en Afghanistan), ils ne sont pas l'émanation d'un raz de marée de la population arabe qui, bien au contraire, laisse faire tandis que son élite, loin de prendre la tête d'immenses manifestations populaires à la manière de Gandhi aux Indes, ira plutôt se mettre au vert à Beyrouth et au Caire, laissant ainsi la direction politique arabe aux mouvements extrêmes.

C'est ce qui s'était passé en 1936-1939 lorsque des groupes arabes extrémistes avaient créé des émeutes pour protester déjà contre des projets de partition. Comment réagirent les Juifs en 1948 ? La Haganah et la Histadruth, souligne Giniewski « *tentent dès cette phase d'ouverture de persuader les Arabes de demeurer sur place et de vivre en paix avec les Juifs* »⁹⁷. Mais pourquoi donc, s'il s'agissait de fomenter un nettoyage ethnique ? Il aurait fallu plutôt attiser la haine. Or, il a été montré plus haut que les événements comme Dir Yassine sont sinon à relativiser, du moins exceptionnels. À moins de considérer (comme le font la plupart des auteurs cités ici) que les Juifs sont les adeptes du double langage ? Sauf que l'on ne voit pas pourquoi ce nettoyage dit ethnique n'aurait pas également concerné *tous* les Palestiniens restés après 1948, ceux que l'on appelle aujourd'hui les Arabes israéliens. Et pourquoi ceux-ci n'acceptent-ils pas (tout en restant sur place) d'être intégrés dans les frontières d'un futur État palestinien ?

En tout cas, soulignons que ces morts et ces réfugiés sont devenus des symboles. Ce n'est pas niable. Alors qu'est toujours niée la source *même* du conflit judéo-

arabe, à savoir la pleine dimension *racialiste* du refus arabe de voir émerger un État juif indépendant puisque Israël selon l'islamisme *ou* selon la réécriture de l'Histoire fait par le nationalisme arabe se doit de se soumettre⁹⁸.

Un tel aspect pourtant angulaire est minoré par les antisionistes, tel Vidal, parce qu'ils plaquent sur ce conflit des analyses non seulement orientées mais qui nient, rigoureusement, que la partie arabe puisse calculer une stratégie et une tactique visant à empêcher quoiqu'il en coûte la possibilité même d'un processus menant à une paix juste. Et du fait de ce parti pris, les écrits propagandistes font fureur et ils sont repérables également au sein des déclarations du président iranien qui ont contesté les droits historiques de l'État d'Israël tout en avançant que le problème de sa création daterait de la fin de la seconde guerre mondiale.

Il n'est guère étonnant dans un tel contexte que le livre de Sand *Comment le peuple juif fut inventé*, reçoive le *Prix Aujourd'hui 2009* dans une certaine France médiatique et intellectuelle qui a repris à son compte désormais la *totalité de la version arabe du conflit*. De plus, cette France, là, celle qui offre un prix honorifique non quelconque à l'essai de Shlomo Sand, est par exemple celle-là même qui s'approprie l'unique comptabilité des morts *opérée* à Gaza en 2008 par le Hamas⁹⁹, (lui-même secondé par un dénommé « Centre Palestine pour les droits de l'homme »¹⁰⁰), le tout sans recul ; alors que la comptabilité et les arguments israéliens ont été, sont, encore, à peine examinés, y compris par le récent rapport onusien¹⁰¹. Ce faisant, et peu à peu, devient alors crédible, surtout dans les cours de lycée jouxtant les rues de certains quartiers dits « sensibles », et dans lesquelles l'on voit de plus en plus le *keffieh* palestinien orner les cous des jeunes gens (garçons et filles), peu à peu émerge l'idée que l'on se serait, en fait, trompé sur Israël puisque ses exactions supposées d'aujourd'hui rendent plus crédibles celles d'hier. D'où la compréhension ou le silence de plus en plus assourdissant des salons islamophiles – intéressés de toute façon à d'autres sujets plus urgents¹⁰², devant les coups de sang antisémites repérés ici et là.

L'exemple de Gaza

Restons sur Gaza comme ultime exemple du déni d'objectivité : « *La guerre d'indépendance de 1948 n'est pas achevée.* » Que signifie cette phrase qu'Ariel Sharon répète régulièrement depuis sa première élection, en février 2001 ?¹⁰³ Cette interrogation de Dominique Vidal, l'un des plus virulents pourfendeurs de l'approche israélienne officielle relatant les événements du conflit arabo-juif, l'auteur ne peut y répondre en réalité, (même si son texte se concentre sur 1948), parce qu'il lui faudrait intégrer un paramètre que Ariel Sharon met systématiquement en avant, mais que Vidal exclut vigoureusement on l'a dit :

l'*a priori* clé d'un affrontement politico-religieux comme source majeure voire ultime du conflit judéo-arabe, et qui se traduirait, selon Sharon, par le refus arabe de toute présence juive *indépendante* sur cette terre controversée.

Ainsi, pour Sharon, la nature du refus arabe est politico-religieuse. Aussi peut-il énoncer¹⁰⁴ : « *Le rejet d'Israël est enraciné dans la culture politique arabe et musulmane actuelle, répète Sharon. Comme d'ailleurs le rejet de l'Occident* ». C'est bien là le point crucial qui permet d'émettre l'hypothèse que Sharon, en décidant en 2005 le retrait unilatéral de Gaza, a voulu en réalité prouver l'irréalité de tout processus de paix tant que la partie arabe reste ancrée dans le même paradigme *a priori* de déni du *fait Juif* alors qu'entre 1994 et 2000 beaucoup de choses avaient été rendues possibles : « *Entre 1994 et 2000, Gaza ville avait servi de quasi-capitale au quasi-État palestinien. Elle s'était alors embourgeoisée grâce à l'aide internationale : gratte-ciels dans le centre ville, villas coquettes le long de la mer, représentations diplomatiques. Certains hommes d'affaires avaient cru, pendant une saison ou deux, à l'avenir d'entreprises locales de haute technologie souvent créées avec le soutien de sociétés israélienne* ». ¹⁰⁵ Un aéroport international avait été également créé avec des capitaux libanais.

Ainsi, au-delà de se demander abstraitement pourquoi Gaza est devenue depuis lors un quartier général *djihadiste* pour les uns, une prison à ciel ouvert pour les autres, Sharon leur avait déjà répondu en 2005. Dans un récent entretien¹⁰⁶, l'ancien ambassadeur Elie Barnavi avance que la décision d'Ariel Sharon semble avoir été prise de façon solitaire, (avant de tomber malade), tandis que, selon lui, seul Benyamin Netanhayou aurait deviné la stratégie du Hamas : gagner du terrain pour pouvoir frapper de plus en plus profondément Israël, ce qui a étonné Barnavi qui n'y croyait pas dit-il. Il n'est guère étonnant non plus dans ce cas que Netanhayou soit devenu aujourd'hui Premier Ministre, et que son si contesté ministre des affaires étrangères, Avigdor Liberman, ait pu énoncer que revenir aux frontières de 1967 comme le proposent conjointement le président américain et le roi d'Arabie Saoudite ne ferait seulement que poursuivre le conflit politico-religieux au sein des frontières de 1967 (puis au sein de celles de 1947, sans oublier le plan de 1937, etc.) sans que pour autant la solution n'avance d'un pouce. Benny Morris, qui fut, on l'a dit, si compréhensif vis-à-vis des positions palestiniennes¹⁰⁷ avant l'échec de décembre 2000, en est arrivé aux mêmes analyses.

Pour s'en persuader, repartons des négociations de Camp David qui devaient parachever les Accords d'Oslo¹⁰⁸ initiés par la Conférence de Madrid¹⁰⁹ (et toujours insufflés par la Feuille de Route). Qu'a dit Bill Clinton à ce sujet dans ses *Mémoires* ? Citons-en quelques passages¹¹⁰ puisqu'il en fut le *témoin direct*, et ce de façon plus équilibrée qu'un de ses conseillers Robert Malley¹¹¹ dont les propos à l'époque avaient rejeté l'échec des négociations en priorité sur les

Israéliens : « Décembre 23 [2000] a été une journée fatidique pour le processus de paix au Moyen Orient. (...) Concernant le partage du territoire, j'avais conseillé de réserver 94 à 96 pour cent de la Cisjordanie aux Palestiniens, tout en faisant en sorte que soit bien compris que les 1 à 3 pour cent conservés par Israël incluent 80 pour cent des implantations. (...).

Sur Jérusalem, j'ai recommandé que les quartiers arabes soient situés en Palestine et les quartiers juifs en Israël, et que les Palestiniens devraient avoir la souveraineté sur la partie Haram du Mont du Temple tandis que les israéliens auraient la souveraineté sur le Mur des Lamentations et sur tout l'"espace sacré" dont il fait partie, et ce sans qu'il y ait de travaux divers autour du mur ou sous le mont, du moins sans consentement mutuel.

Sur les réfugiés, j'ai dit que c'est le nouvel État de Palestine qui doit être la patrie pour les réfugiés déplacés durant la guerre de 1948 et peu après, mais sans exclure la possibilité qu'Israël accepte certains réfugiés, du moins sous la juridiction de ses propres lois et décisions souveraines, le tout en donnant la priorité aux réfugiés situés au Liban. J'ai également recommandé un effort international pour accompagner l'arrivée de ces réfugiés puisqu'il s'agit de les aider à ériger des maisons non seulement dans le nouvel État de Palestine, mais aussi dans les zones qui doivent être transférées, ou encore dans leur pays d'accueil actuel, voire dans d'autres pays volontaires, ou même en Israël. Les deux parties doivent convenir que cette solution répond à la Résolution 194 du Conseil de Sécurité. (...).

J'ai aussi dit que ces critères étaient non négociables et qu'ils représentaient vraiment tout ce que j'avais pu faire de mieux. J'exigeais donc que les deux parties concernées fassent elles aussi au mieux avec ces différents paramètres. (...). Le 27 décembre, le cabinet de M. Barak a approuvé ces critères, avec des réserves, mais toutes ses réserves s'inscrivaient dans l'horizon de ces paramètres, et seraient donc soumises aux négociations ultérieures. C'était historique : un gouvernement israélien avait déclaré qu'il était prêt à la paix, et que pour y arriver il y aurait un Etat Palestinien sur environ 97 pour cent de la Cisjordanie, sans compter les échanges de territoires, et aussi l'ensemble de la bande de Gaza, où Israël avait également des implantations. La balle était donc bel et bien du côté d'Arafat. (...).

Je n'arrive toujours pas à croire qu'Arafat a pu faire une telle colossale erreur (en refusant de signer). »

On le voit, la situation reste aujourd'hui au même point, (sauf que la situation des Palestiniens non gazaouis s'est considérablement améliorée). Et pourtant l'on ne peut guère taxer Bill Clinton de « sionisme » alors qu'il a juste tenté de faire son possible pour atteindre une solution sinon logique du moins rationnelle au sens d'articuler des revendications mesurables à des considérations culturelles et historiques.

Il n'est donc guère ni sérieux ni scientifique de considérer qu'un tel échec soit à mettre uniquement sur le compte de la partie israélienne. Cette argumentation appesantit l'air du temps qu'elle imprègne peu à peu de dénigrement et de haine anti-juive¹¹². Observons d'ailleurs qu'elle est défendue par les nouveaux compagnons de route de l'islam politique, tels le PCF, orphelin de l'utopie socialiste qu'il crut voir un temps dans le sionisme du kibboutz, le nouveau tandem d'extrême droite Dieudonné-Soral, et leurs divers alliés. Leur tâche idéologique essentielle consiste non pas à œuvrer pour la paix, mais à masquer *comment le peuple palestinien fut inventé*¹¹³, tout en empêchant qu'une approche réellement objective puisse être atteinte, alors que celle-ci reste un préalable nécessaire pour toute recherche cherchant à bâtir une solution politique effective.

notes

1. *Éducation national-socialiste*, 10^e année, p. 94 (manuel scolaire syrien) in Moïse Rahmani, *Sous le joug du Croissant, Juifs en terre d'islam*, Bruxelles, éditions de l'Institut Sépharade Européen, 2004, p. 152, <http://www.sefarad.org>, préface de Lucien-Samir Oulahbib. Aller également à cet url s'agissant des manuels syriens : http://www.upjf.org/detail.do?noArticle=803&noCat=110&id_key=110#
3. *Résolution adoptée sur le rapport de la Commission ad hoc chargée de la question palestinienne*, 181 (II) 29 novembre 1947, gouvernement futur de la Palestine, B. Mesures préparatoires à l'indépendance, alinéa 3. p. 133 : [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/181\(II\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/181(II)&Lang=F) ou <http://www.france-palestine.org/article18.html>
4. http://fr.wikisource.org/wiki/D%C3%A9claration_d%27ind%C3%A9pendance_de_l%27%C3%89tat_d%27Isra%C3%AB
5. http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/proche_moyenorient/20090427.OBS4827/mahmoud_abbas_etat_juif_cest_quoi_ca_.html
6. [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/181\(II\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/181(II)&Lang=F)
7. <http://www.arableagueonline.org/las/index.jsp> avec 22 membres : l'Algérie, l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Iles des Comores, Djibouti, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, le Sultanat d'Oman, la Palestine, le Qatar, la Somalie, le Soudan, la Syrie, la Tunisie et le Yémen : http://www.aidh.org/Biblio/Txt_Arabe/syst-ligue.htm
8. Lors de la première mouture de la nouvelle constitution irakienne, les Kurdes refusèrent cette affiliation arabe, préférant l'ancestrale : l'affiliation mésopotamienne.
9. Oulahbib, *Le monde arabe existe-t-il ? Histoire paradoxale des Berbères*, Paris, éditions de Paris, 2007.

10. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Juif>
11. Shlomo Sand, Paris, le *Monde Diplomatique*, août 2009, op. cit :
<http://www.monde-diplomatique.fr/2008/08/SAND/16205> lire aussi l'interview paru après la sortie du livre cette fois (ici note 14).
12. Professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv depuis vingt-quatre ans.
13. <http://www.pcfbassin.fr/Fichiers%20PDF/Politique/Le%20juif%20pas%20une%20essence%20-%20Une%20grande%20religion.pdf> (4 avril 2009).
14. « On ne dit pas Israël appartient aux Israéliens. Pas du tout. Il appartient à Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy plus qu'à mon collègue de l'université qui est originaire de Nazareth. Cette contradiction profonde de la citoyenneté israélienne va le faire éclater et c'est en contradiction avec toutes les raisons historiques que j'ai avancées dans mon livre. En Israël, souligner que Juif est une ethnie définit un État qui n'est pas « démocratique » mais « ethnocratique ». Mais BHL et Finkielkraut ne veulent pas vivre sous la souveraineté juive. » *Ibidem*, interview à l'Humanité (note 14 pour l'url).
15. Oulahbib, revue *Controverses*, octobre 2006, N° 3 :
<http://www.controverses.fr/pdf/n3/oulahbib3.pdf>
16. Interview à l'Humanité, avril 2009, op. cit (note 14 pour l'url).
17. Les *Accords d'Oslo* échouèrent en effet sur cette question même fin 2000/début 2001, in Bill Clinton, *My Life*, New York, éditions Knopf 2004, p. 936 et suivantes, on en reparlera.
18. Moïse Rahmani, *L'exode oublié, Juifs des pays arabes*, Bruxelles, éditions Raphaël, 2003. Et aussi Shmuel Trigano, *La fin du judaïsme en terre d'Islam*, Paris, éditions Denoël, 2009.
19. <http://www.medeia.be/index.html?page=2&lang=fr&doc=31>
20. <http://www.alterinter.org/article3440.html>
21. Littéraire, au sens d'un intitulé qui n'a pas besoin d'être démontré pour affirmer *librement* une sensibilité et surtout un *imaginaire* (au sens de Gilbert Durand), d'où l'intérêt qu'Éric Marty, professeur de *littérature* (Paris VII), précisément, ait pu dire ce qu'il pensait de l'ouvrage (in *Le Monde* du 28 mars 2009) en l'étrillant quelque peu au grand dam de Shlomo Sand qui lui répondit (4 avril 2009), étonné d'être ainsi si durement critiqué.
22. Paris, Fayard, septembre 2008. On reparlera de ce prix littéraire en conclusion.
23. <http://www.editions-lignes.com/Qu-appelle-t-on-penser-Auschwitz.html>
24. Alexandre Adler, Emmanuel Brenner, Eli Chouraqui, Alain Finkielkraut, William Goldnadel, Jean-Claude Milner, Robert Misrahi, Pierre-André Taguieff, Shmuel Trigano, Yves-Charles Zarka...
25. On étudiera ici plutôt l'article que le livre.
26. « Chaque enfant en Israël sait qu'en 70 après J.-C., Titus a exilé le peuple juif. Je suis allé à la bibliothèque pour consulter des livres sur l'Exil. L'Exil, c'est un élément fondateur de l'histoire des Juifs, non ? Pouvez-vous imaginer qu'il n'existe même pas un seul livre de recherches sur l'Exil ? Les spécialistes savent donc qu'il n'y a pas eu d'exil, mais le peuple doit apprendre qu'il y a eu Exil ! S'il n'y a pas eu exil, qu'est-ce qu'on fait là-bas, en Palestine ? » interview de Sand par *L'Humanité* (op. cit) :

<http://www.pcfbassin.fr/Fichiers%20PDF/Politique/Le%20juif%20pas%20une%20essence%20-%20une%20grande%20religion.pdf>

27. « D'où vient cette interprétation de l'histoire juive ? Elle est l'œuvre, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, de talentueux reconstructeurs du passé, dont l'imagination fertile a inventé, sur la base de morceaux de mémoire religieuse, juive et chrétienne, un enchaînement généalogique continu pour le peuple juif. L'abondante historiographie du judaïsme comporte, certes, une pluralité d'approches. Mais les polémiques en son sein n'ont jamais remis en cause les conceptions essentialistes élaborées principalement à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e » in *Comment le peuple juif fut inventé ?* (l'article du *Monde Diplomatique*, voir URL note 3)

28. http://en.wikipedia.org/wiki/William_G._Dever

29. http://www.akadem.org/sommaire/themes/liturgie/8/2/module_3791.php

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Haskala> et

http://fr.wikipedia.org/wiki/Peuple_juif#La_Haskala

30. Lire sur ce point, Fritz Stern, *The Politics of Cultural Despair*, (1961), University of California Press, 1989, p. XV, en particulier ses réflexions sur Hugo von Hofmannsthal et surtout le livre de Julien Benda, *La trahison des Clercs*, où la montée en puissance de la liberté individuelle a suscité le mépris et le refus, accusant les Juifs, la démocratie, d'en être la cause.

31. Raymond Aron observe la complexité de cette double affiliation dans ses *Mémoires* (Paris, Julliard, 1983, p. 515) lorsqu'il rappelle quelques propos de son livre *De Gaulle, Israël et les Juifs* (Pion, 1968) réagissant à la phrase blessante de De Gaulle (« sûr de soi et dominateur ») : « (...) j'avais écrit [Aron fait état d'un article critiquant des propos de Ben Gourion sur la meilleure manière de s'accomplir comme Juif] que le sionisme en Europe avait été d'inspiration non religieuse mais politique ; j'écrivis en note : « Cette formule brutale appellerait au moins des nuances » (...) les premiers sionistes, en particulier le fondateur du mouvement, journaliste autrichien assimilé, réagissaient à l'antisémitisme, suscité par l'entrée des Juifs dans la société, et ne retrouvaient pas au fond d'eux-mêmes la foi de leurs pères. Mais, peu à peu, le sionisme, contre-nationalisme face aux nationalismes européens, s'enrichit des émotions religieuses qu'éveillait la nostalgie millénaire du Temple et de Jérusalem (...) ».

32. « Ma « solidarité » avec Israël, dois-je la dire plus intellectuelle ou plus organique ? Peut-être l'une et l'autre à la fois. (...) » (in *Mémoires*, op. cit., p. 526).

33. *Ibid*, p. 499-500.

34. Aron énonce par exemple (*Mémoires*, op. cit., p. 502) : « *Le droit des Israéliens sur la Palestine, seuls les Juifs orthodoxes l'affirment avec intransigeance. Ce droit, fondé sur un livre sacré, n'en impose qu'à ceux qui adhèrent à la même foi. La vieille Jérusalem appartient aux trois religions du Livre. L'antériorité ne consacre pas les droits des Juifs aux yeux des fidèles du Christ ou de Mahomet. (...) Le « péché originel » de l'État israélien, aux yeux des Arabes, maints patriotes israéliens le reconnaissent. (...) Les controverses sur les culpabilités – les Palestiniens ont été chassés disent les uns, ils ont fui à l'instigation de leurs chefs avec l'espoir de revenir en maître, disent les autres – importent peu. Toutes les thèses comportent une part de vérité. Le fait est que les Israéliens ont reconquis une terre où vécurent toujours des*

Juifs mais où vivaient, au lendemain de la Première Guerre, plus d'Arabes que de Juifs. Un observateur qui se veut impartial, juif ou non, peut plaider le dossier arabe ».

Plaider ne veut pas dire gagner le procès. Car, d'une part, l'analyse théologique doute de la notion de Livre qui serait commun (voir note suivante), d'autre part, l'analyse historique plus circonstanciée indique autre chose, en particulier la réalité du peuplement arabe entre la fin du XIX^e siècle et les années 30 qui s'effectua en *interaction* avec un repeuplement Juif revivifiant le tissu socio-économique.

35. De quel « Livre » s'agit-il d'ailleurs ? Pas du tout de la Bible comme « on » le croit, (car la Bible est un livre apocryphe pour le Coran : par ex II, 75,79) car cette formule, musulmane, (par ex : II, 105) désigne plutôt le Verbe divin ou « Livre de Dieu » (II, 101) dont le Coran serait le seul vrai *discernement* (II, 53, III, 4, XXV, 1). La pensée de cette formule a été critiquée par le père Antoine Moussali in *La croix et le croissant*, Paris, éditions de Paris, 1998, p. 49.

36. http://www.dhimmitude.org/archive/dhimmi_preface_ellul_fr.html .

37. « Sous le prétexte d'être le plus fidèlement possible en accord avec la loi, des "ulamâ" [IX^e-XI^e siècle] tombaient dans des excès contraires à toute coexistence avec d'autres croyants. Ainsi, certains refusaient de prendre avec eux leur nourriture, ou même de leur serrer la main, probablement par crainte de contracter une impureté légale, Le faqîh Ibn Abî Zayd était encore plus outrancier : "Si un chrétien ou un juif vous salue, écrit-il dans sa *Risâla* (éd. Bercher, pp. 312-313), il faut répondre seulement : *alayka* (et sur toi sans ajouter al-Salâm). Vous pouvez répondre aussi, car suivant une opinion c'est licite : *alayka al-silâm* (= que les pierres tombent sur toi)". Il y a un jeu de mot entre salâm et silâm » » in *L'Église d'Afrique du Nord du I^{er} au XI^e siècle*, Paris, Le Centurion, 1984, p. 164.

38. Paris, éditions Plon, 1957, pp.19-20.

39. Pour une analyse de la question algérienne, Oulahbib, chap. VII *Les erreurs de la guerre d'Algérie* in *Le monde arabe existe-t-il ?* Op. cit., pp.155-175.

40. http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_sionisme#Les_origines_du_sionisme_:_synth. C3. A8se

41. http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_sionisme#Eliezer_Ben_Y._C3.A9houda_et_l.27h.C3.A9breu_moderne

42. http://fr.wikipedia.org/wiki/David_Ben_Gourion ; voir également sa dernière interview : <http://www.road90.com/watch.php?id=H64bXldhqn>

43. <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsourcemyths/MythsandfactsFrench.pdf> (p. 24) : « En 1920, le leader sioniste travailliste David Ben Gourion se préoccupa du sort des fellahs arabes qu'il considérait comme « l'atout le plus important de la population autochtone ». Ben Gourion déclara qu'en aucune circonstance il ne fallait toucher aux terres qui appartenaient aux fellahs ou sur lesquelles ils travaillaient. Il recommanda de les aider à se libérer de leurs oppresseurs. « C'est seulement si un fellah quitte l'endroit où il est installé que nous devons lui proposer de lui acheter sa terre, à un prix décent » ».

44. Edouard Will, Claude Orrieux, "*Prosélytisme juif*" ? *Histoire d'une erreur*, (1992) 2^e tirage 2005 : <http://www.lesbelleslettres.com/livre/?GCOI=22510100262360>

45. Bernard Lewis, (qui n'est pas le premier venu), récuse cette hypothèse in *Semites and Anti-*

Semites, New York, éditions W.W. Norton and Company, 1999, p. 48, lire une critique de ce livre dans la revue *Vingtième siècle* :

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1988_num_18_1_2944_t1_0159_0000_3 et une synthèse de la question Khazar à l'url suivant : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Khazars>

46. Oulahbib, *Le Monde arabe existe-t-il*, op. cit., 2007.

47. Sand in *Comment le peuple juif fut inventé* (article du Monde Diplomatique, url note 3).

48. *Les Berbères, Mémoire et identité*, Paris (1980), éditions Errance, 1987, p 98.

49. Pour un bon résumé de la question (hormis la datation de l'arrivée du christianisme bien plus précoce que l'an 256 comme indiqué, et située plutôt à la fin du 1^{er} siècle (180) par exemple pour Joseph Cuq, *L'Église d'Afrique du Nord*, Paris, Éditions du Centurion, 1984, p. 15) : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Berbères>

50. François Decret, *Le christianisme en Afrique du Nord ancienne*, Paris, Seuil, 1996, p. 263. Et Joseph Cuq, *L'Église d'Afrique du Nord du I^{er} au XI^e siècle*, Paris, Éditions du Centurion, 1984, p. 120

51. Oulahbib, *Le monde arabe existe-t-il ? Histoire paradoxale des Berbères*, op. cit.

52. http://fr.wikipedia.org/wiki/William_G._Dever

53. <http://pensees.bibliques.over-blog.org/article-2136943.html> ;

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/assr_0335-5985_1988_num_66_2_2494_t1_0293_0000_4 ;

également : http://www.cityofdavid.org.il/timeline_fra.asp

54. <http://www.unige.ch/lettres/antic/mesopotamie/voyages/Londres/Comptesrendus/Siegenthaler.html>

55. Fabien Ghez et Liliane Messika *La paix impossible ?* Paris, éditions l'Archipel, 2006, p. 68.

56. http://fr.wikipedia.org/wiki/Juifs_de_l%27Égypte_hellénistique_et_romaine

57. Professeur émérite d'histoire ancienne de l'Université Paris-I, auteur de *Les Juifs d'Égypte de Ramsès II à Hadrien*, Paris, éditions PUF, (quadrige), 1997.

58. http://fr.wikipedia.org/wiki/Juifs_de_l%27Égypte_hellénistique_et_romaine

59. Ainsi, aujourd'hui, l'exil *effectif* des chrétiens d'Orient n'est pas le produit d'une déportation massive...

60. http://fr.wikipedia.org/wiki/Déclaration_Balfour_de_1917

61. « Près de 80 % de ce qui était le territoire historique de la Palestine et le Foyer National Juif, tels que définis par la Société Des Nations, a été confisqué par les Anglais en 1922 et offert à ce qui est devenu la Transjordanie. L'implantation juive a été empêchée. L'ONU a effectué la partition sur les 20 % restants de la Palestine, pour créer les deux États. Avec l'annexion de la Cisjordanie par la Jordanie en 1950, les Arabes en vinrent à contrôler 80 % du territoire du Mandat, alors que l'État juif en détenait environ 17,5 %, le reste étant constitué par Gaza, occupé par l'Égypte » : Mitchell G. Bard *Mythes et réalités des conflits du Proche Orient*, Paris, éditions Raphaël, 2003, (traduction Liliane Messika), p. 42.

Ajoutons que sur ces 17,5 %, 60 % était composé du désert du Néguev comme le montre la carte établie par les services onusiens.

62. Fabien Ghez et Liliane Messika *La paix impossible ?* Op. cit., pp.70-71.
63. *Ibidem*, p. 73. Et aussi Mitchell G. Bard *Mythes et réalités des conflits du Proche Orient*, op. cit., p. 27.
64. La Commission Royale sur la Palestine (1937), p. 241-242.
65. Mitchell G. Bard *Mythes et réalités des conflits du Proche Orient*, op. cit., pp.28-29.
66. Fabien Ghez et Liliane Messika *La paix impossible ?* Op. cit., p. 74.
67. *Ibidem*, p. 70.
68. Mitchell G. Bard *Mythes et réalités des conflits du Proche Orient*, op. cit., p. 22.
69. *Idem*, p. 13.
70. http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_sionisme
71. Mitchell G. Bard *Mythes et réalités des conflits du Proche Orient*, op. cit., p. 33.
72. <http://www.france-palestine.org/article1662.html> :
73. http://fr.wikipedia.org/wiki/Plan_Daeth :
74. http://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_Tantoura
75. http://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_de_Deir_Yassin
76. On a proposé ailleurs une esquisse d'analyse :
<http://laminutedusablier.free.fr/mythepales10000061.html>
77. Fabien Ghez et Liliane Messika *La paix impossible ?* Op. cit., pp. 119-122.
78. *Le contentieux israélo-arabe*, Paris, éditions Cheminements, 2007, p. 22.
79. *Ibidem*.
80. *Ibidem*.
81. Du moins se référerait, depuis que Morris a changé d'avis, voyant, selon lui, que les Palestiniens ne veulent pas la paix car autrement ils n'auraient pas fait échouer les Accords d'Oslo qui, bien qu'imparfaits, pouvaient être l'amorce d'un réel processus de paix (on le verra plus loin).
82. <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=533&type=analyse&lesujet=Sionisme>
83. http://fr.wikipedia.org/wiki/Commission_Peel
84. *Les "nouveaux historiens" d'Israël : l'état du débat* :
<http://www.debriefing.org/15185.html>
85. <http://www.debriefing.org/12824.html>
86. Benny Morris, *1948, USA*, Yale University Press, 2008, p. 50.
87. [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/181\(II\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/181(II)&Lang=F)
88. <http://www.france-palestine.org/article1820.html>
89. <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/myths/MythsandfactsFrench.pdf> p. 41.
90. *Ibidem*.
91. <http://jeffweintraub.blogspot.com/2008/02/benny-morris-on-fact-fiction-propaganda.html> : « It is true, as Erskine Childers pointed out long ago, that there were no Arab radio broadcasts urging the Arabs to flee en masse ; indeed, there were broadcasts by several Arab radio stations urging them to stay put. But, on the local level, in dozens of localities around Palestine, Arab leaders advised or ordered the evacuation of women and children or whole communities, as occurred in Haifa in late April, 1948 (...) ».

92. Par exemple *Le retour à 1947 peut-il résoudre le problème israélo-arabe ?* 1958, (in *Politique étrangère* Année 1958 Volume 23 numéro 1, pp. 86-95).
93. *Le contentieux israélo-arabe*, op. cit., p. 14 et suivantes.
94. *Le contentieux israélo-arabe*, op. cit., p. 15.
95. *Ibidem* p. 22.
96. *Ibidem.*, p. 15.
97. *Ibidem.*, p. 17.
98. Oulahbib, *Nationalisme arabe et islamisme, les deux faces d'une même médaille*, op. cit., <http://www.controverses.fr/pdf/n3/oulahbib3.pdf>
99. <http://www.antisemitisme.net/dossier-spécial/désinformation-gaza-2/>
100. <http://www.aloufok.net/spip.php?article359>
101. Ainsi est-il avancé le chiffre, non vérifié de façon indépendante, de 1 400 morts alors que ce chiffre est contesté par l'armée israélienne (la majorité des victimes, 1166, serait composée, selon elle, de combattants du Hamas au nombre de 709) ; or, l'armée d'un régime démocratique peut, *au moins*, être citée, même si certains médias et autres officines onusiennes ne jugent pas déontologique de différencier son propos de celui d'une organisation totalitaire comme le Hamas, ce qui est, en État de droit, leur droit, mais, dans ce cas, il est loisible aussi de les qualifier plutôt de propagandistes.
102. <http://www.islamophile.org/spip/Est-il-licite-ou-illicite-de-se.html>
103. Dominique Vidal, *op. cit.*, in <http://www.france-palestine.org/article1820.html>
104. In Michel Gurfinkiel, *Le Testament d'Ariel Sharon*, Paris, Les éditions du Rocher, 2006, p. 169-170.
105. *Ibidem*, p. 165.
106. *Gaza-Palestine : comment imposer la paix ?* Entretiens croisés avec : Elie Barnavi, professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv, ancien ambassadeur d'Israël en France (2000-2002), et Bichara Khader, professeur à la faculté des sciences politiques, économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain : <http://www.histoiresdememoire.org/spip.php?article631>
107. <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=533&type=analyse&lesujet=Sionisme> ;
108. http://fr.wikipedia.org/wiki/Accords_d%27Oslo
109. http://fr.wikipedia.org/wiki/Conférence_de_Madrid_de_1991
110. *My Life*, New York, Alfred A. Knopf, 2004, pp. 936-945.
111. <http://www.nybooks.com/articles/14380>
112. Pierre-André Taguieff, *La judéophobie des Modernes*, Paris, Odile Jacob, 2008.
113. Ainsi Mitchell G. Bard dans *Mythes et réalités des conflits du Proche Orient*, (<http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsourcemyths/MythsandfactsFrench.pdf>), op. cit., relève à plusieurs reprises (par ex pp.4-5) l'inexistence d'un État « palestinien » en tant que tel, la contrée étant sous domination ottomane jusqu'à la défaite des Turcs en 1918 et son effondrement en 1923. De plus, aucune velléité d'indépendance de la tutelle turque n'apparaît avant ces dates. Sur ce point relevons qu'il en fut de même à Alger, sous domination turque, avant 1830.